

## FLN

## La crise gagne le groupe parlementaire

**La situation au sein du Front de libération nationale s'est compliquée au cours des dernières 48 heures. Le groupe parlementaire à l'Assemblée populaire nationale, seule structure sur laquelle Abdelaziz Belkhadem a encore un semblant d'emprise, traverse une forte zone de turbulence.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -** La déclaration politique des huit ministres du Front de libération nationale a accentué la crise qui sévit au sein de ce parti. C'est au sein du groupe parlementaire à l'Assemblée populaire nationale que la situation est la plus critique. En effet, ces derniers mois, Abdelaziz Belkhadem a perdu totalement tout contrôle sur les structures du FLN, de la base (kasma et mouhafadas) jusqu'aux plus hautes instances (comité central et bureau politique). Depuis mercredi, il ne peut plus revendiquer une quelconque représentativité au sein du gouvernement. Donc, aujourd'hui, l'essentiel de sa stratégie s'appuie sur le groupe parlementaire à l'Assemblée. Lundi dernier, suite à la première initiative des trois ministres — Amar Tou, Tayeb Louh et Rachid Harraoubia — Belkhadem avait organisé une rencontre au siège du parti pour obtenir le soutien des députés. Mais voilà, depuis la sortie des huit ministres, certains élus sont montés au créneau pour dénoncer une «manipulation». «Nous sommes victimes d'une manipulation orchestrée par le président de notre groupe parle-

mentaire. Dans l'invitation qui nous a été adressée pour assister à la réunion de lundi, il avait précisé que l'ordre du jour serait consacré à la position du parti vis-à-vis du projet de loi sur les hydrocarbures. Mais sur place, le débat a tourné autour du soutien à Abdelaziz Belkhadem», précise un député qui a requis l'anonymat. Selon lui, plusieurs élus accusent Tahar Khawa, actuel président du groupe parlementaire, de les avoir dupés.

En réponse à ces accusations, Khawa a rendu public, jeudi, un document «pour lever toute ambiguïté» à propos du communiqué final qui a sanctionné la réunion de lundi dernier. «Le communiqué qui a été rendu public était en fait un projet de communiqué concernant la position des députés du Front de libération nationale vis-à-vis de la conspiration qui vise le parti et sa direction. Ce projet de texte avait été étudié lors de la réunion des membres du Parlement qui s'est tenue au siège du Front de libération nationale le 7 décembre 2012», note Tahar Khawa. Pour apporter la preuve de ses dires, le président du groupe parlementaire a adressé à la presse la liste des parlemen-



Photo : Samir Sid.

**Belkhadem a perdu tout contrôle sur les structures du FLN.**

taires présents lors de cette rencontre organisée en décembre. Mais voilà, la situation a totalement changé ces dernières semaines.

#### Amar Tou et le candidat de l'Est

Rencontré jeudi dans son bureau, Tahar Khawa estime que les adversaires de Abdelaziz Belkhadem exigent son départ car il a officiellement annoncé son soutien à un quatrième mandat en faveur de Abdelaziz Bouteflika. Voici ses explications. «Les ministres qui ont

pris position contre le secrétaire général du FLN se divisent en deux catégories. Il y a d'abord un groupe de trois ministres aigris. Ce sont eux qui sont passés à l'offensive en premier. Ce groupe est dirigé par un ministre qui ambitionne de devenir secrétaire général du FLN lors de la prochaine session du comité central puis de se présenter aux présidentielles de 2014. Il est soutenu par un ministre de l'Est qui espérait devenir président de l'Assemblée mais qui reste persuadé que Abdelaziz Belkhadem est la

cause de son échec. Le troisième ministre est l'homme de confiance de celui qui rêve de devenir président de la République», indique Tahar Khawa en évitant de citer les noms des membres du gouvernement. Mais on comprend aisément que le premier groupe est formé de Amar Tou, Rachid Harraoubia et Tayeb Louh. Et qu'en est-il du second groupe ? «Les cinq autres ministres roulent tous pour un candidat de l'Est. Ils sous-traitent discrètement pour cet homme qui envisage de se présenter à l'élection de 2014», assure le président du groupe parlementaire du Front de libération nationale à l'Assemblée populaire nationale. Ali Benflis ou Mouloud Hamrouch ? Tahar Khawa a refusé, là encore, de citer le nom de ce «candidat de l'Est». «Ceux qui sont contre un quatrième mandat en faveur du président Abdelaziz Bouteflika savent qu'ils doivent déloger au plus vite Abdelaziz Belkhadem de la direction du FLN.» Selon Khawa, Belkhadem se dit prêt à mettre en jeu son mandat le 31 janvier à l'occasion de la session du comité central. «Il s'engage à s'en remettre à l'urne, en toute démocratie. Si les membres de l'instance souveraine du parti décident qu'il doit partir, il partira. Mais si le comité central décide qu'il doit rester, il faudra s'attendre à un grand nettoyage dans les rangs du parti.»

T. H.

## AMARA BENYOUNÈS :

# «Le retrait des Sadi, Aït Ahmed et Ouyahia est un séisme politique !»

**Le SG du Mouvement populaire algérien (MPA), M. Amara Benyounès, a qualifié de «séisme politique» le retrait de Saïd Sadi et de Hocine Aït Ahmed, puis la démission d'Ouyahia de la gestion de leurs partis.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -** Selon M. Benyounès, qui s'est exprimé hier à Tipasa dans une conférence de presse tenue en marge de l'ouverture des travaux de la session ordinaire du Conseil national de son parti, les répercussions du retrait de ces personnalités ne se feront sentir que plus tard : «L'histoire nous dira si elles seront remplaçables ou non aux têtes de leurs partis respectifs. On verra ce que deviendront leurs formations politiques dans quelques mois ou quelques années.».

Le SG du MPA reste néanmoins optimiste quant à un rassemblement des démocrates algériens dans un avenir très proche : «Le débat sur l'amendement de la Constitution donnera l'occasion aux partis politiques d'exposer leurs projets de société et d'en découdre dans le domaine des idées et des valeurs. Un débat qui dégagera, à notre avis, deux grandes tendances, à savoir, les conservateurs et les démocrates.

Ces derniers qui partagent la même vision des choses si ce n'est les divergences personnelles de leurs leaders se disputant le leadership, auront de fortes chances à se rassembler autour d'un projet commun.»

Ce «vœu» sonne plutôt comme une invitation adressée aux forces démocratiques du pays à se fusionner au sein d'une même organisation : «Je pense que la génération de l'indépendance ne se reconnaît pas dans ce genre d'attitudes dont se comportaient certains politiques qui voulaient rassembler les gens autour de leurs personnes et non pas

autour de projets et n'acceptaient d'être que le numéro 1. Moi, personnellement, j'accepterai d'être n'importe quel numéro dans une future organisation du moment. Peu importe aussi si nous nous fusionnons ou non dans une même organisation. Du moment que nous sommes d'accord sur les fondamentaux, c'est l'urne qui décidera du numéro 1 et c'est ça la démocratie.».

Par ailleurs, M. Benyounès et même s'il n'avait cessé de se prévaloir représenter la troisième force politique du pays, il a écarté toute possibilité pour lui de se présenter aux présidentielles de 2014. Il a pris position pour Bouteflika en prévision de cette échéance politique qui commence à tenir en haleine les Algériens et précisé qu'il ne nourrit pas encore l'ambition pour être président : «Tous les partis politiques se posent cette même question : qui soutenir en 2014 ? Pour nous, si Bouteflika brigue un quatrième mandat, il est évident que nous le soutiendrons. S'il ne présente pas sa candidature, nous verrons si

nous allons soutenir un autre candidat ou présenter un candidat du parti. Mais, cette éventualité est encore loin de nos esprits».

Dans son discours d'ouverture des travaux de cette session du Conseil national qui se déroule jusqu'à aujourd'hui, il a rappelé ses positions politiques, les succès de sa nouvelle formation politique, la sagesse de Bouteflika et son appartenance politique : «Notre famille politique est connue : ce sont les patriotes, les GLD, les gardes communaux, l'armée, la police (...).

Nous allons étudier, lors de cette session, les perspectives organiques de notre parti. Nous prôtons l'ouverture mais, j'insiste pour qu'elle soit contrôlée. Le MPA sera ouvert aux militants sincères qui croient en nos valeurs. Il n'est pas une machine à laver pour les escrocs politiques qui sautent d'un parti à un autre ou les opportunistes qui veulent escalader son échelle pour accéder à des responsabilités.»

L. H.

## PROJET DE LOI SUR LES HYDROCARBURES Le FLN retire ses amendements

Le Front de libération nationale a décidé de retirer les 14 amendements qu'il a introduits dans le projet de loi sur les hydrocarbures. La décision a été prise jeudi par Abdelaziz Belkhadem. Déposés au nom de Tliba Bahaeddine, vice-président du groupe parlementaire FLN, ces amendements comporteraient des «dispositions susceptibles de dénaturer cet important projet de loi». Notons que cette décision est intervenue au lendemain de la publication de la déclaration des huit ministres FLN. Dans leur déclaration, ces derniers accusent Abdelaziz Belkhadem de «menacer le climat de sérénité nécessaire à l'étude des projets de lois». Le retrait de ces amendements est donc purement tactique. Déjà fragilisé, le secrétaire général du FLN ne peut pas se permettre de s'opposer à l'action du pouvoir exécutif.

T. H.

## GESTION DE LA TRANSITION AU RND

# Le choix se porte sur Bensalah

**Le poste de secrétaire général du Rassemblement national démocratique devrait revenir à Abdelkader Bensalah. Ahmed Ouyahia pourrait ne pas participer à la session du conseil national qui s'ouvrira jeudi prochain.**

Abdelkader Bensalah devrait être élu en qualité de secrétaire général par intérim du Rassemblement national démocratique au terme de la session ordinaire du conseil national qui débutera le 17 janvier.

Il aura alors pour mission principale d'assurer la gestion du parti jusqu'à la tenue du congrès.

Personnalité politique de premier plan, Abdelkader Bensalah fait l'unanimité au sein du Rassemblement national démocratique.

Tant du côté des contestataires menés par Yahia Guidoum qui voient en lui le garant du changement, que du côté des cadres

actuels pour qui il constitue un gage de stabilité. Abdelkader Bensalah fait donc consensus pour gérer la phase transitoire. Mais en succédant à Ahmed Ouyahia dans des conditions exceptionnelles, le président du Conseil de la nation se met au-devant de la scène politique.

Discret et habitué à être en retrait, Bensalah sera confronté directement à une crise multiforme. Il sera notamment appelé à s'exprimer publiquement sur le devenir de son parti mais aussi sur la situation politique que traverse le pays.

Un rôle totalement différent de celui qu'il assure depuis 1997, année de son élection en qualité de président de l'Assemblée populaire nationale.

Réélu récemment à la tête du Conseil de la nation, il devra quitter son perchoir pour gérer des situations politiques et organiques qui pourraient être «sensibles».

#### Assistera, assistera pas ?

Actuellement, dans les rangs du Rassemblement national démocratique, une question fait débat : la présence, jeudi prochain, d'Achmed Ouyahia à la session du conseil national. En effet, pour les contestataires, Ouyahia a perdu son statut de membre du conseil national dès le moment où sa démission en qualité de secrétaire général du parti sera effective. Dans sa lettre aux militants, il annonce qu'il quittera son poste le 15 janvier, soit 48 heures avant l'ouverture officielle des travaux de cette session. L'argument principal des contestataires est le suivant : Achmed Ouyahia est membre du conseil national à des qualités mais il perdra ce privilège dès qu'il ne sera plus secrétaire général. Cette question d'ordre statutaire devrait être tranchée au courant de cette semaine. A condition, bien sûr, qu'Achmed Ouyahia décide d'assister à cette session.

T. H.